

contre l'impérialisme américain

(Suite de la page 3)

— Contre le plan Marshall, plan qui soumet largement l'économie française aux capitaux américains.

— Contre l'alliance atlantique, qui organise un bloc militaire antisoviétique, sous la houlette U.S.

— Contre l'agression américaine en Corée.

— Contre le réarmement de l'Allemagne, imposé par les Américains.

C'est l'époque où, partout sur les murs, les ouvriers révolutionnaires écrivent : « U.S. go home », Américains, rentrez chez vous.

Dans toutes ces campagnes, il y a de la force ouvrière, il y a de la violence révolutionnaire. Le P.C.F. appelle à la grève politique, mobilise activement les larges masses ouvrières. C'est l'époque où les ouvriers vont aux manifestations solidement armés de « pancartes » et de bouillons. Ils n'hésitent pas à faire des barricades, ils n'hésiteront pas à affronter la police.

Le 28 mai 1952, encore, ils manifestent contre la venue à Paris du général américain Ridgway. La bataille de rue fait rage pendant 6 heures, en particulier devant la gare de l'Est. Le mouvement populaire anti-yankee a ce jour-là un martyr, un camarade communiste algérien, tué par les flics, Belaïd Hocine, un héros ouvrier du prolétariat international de France.

Le mouvement populaire anti-yankee a son organisation de masse d'ampleur internationale : le Mouvement de la Paix. Il a une base de masse étendue, non seulement chez les ouvriers mais chez les intellectuels.

Entre 1950 et 1953, en pleine hystérie anticommuniste aux Etats-Unis, deux Américains, Julius et Ethel Rosenberg, sont accusés d'espionnage, condamnés et exécutés. Ils sont entièrement innocents. Un puissant mouvement mobilise l'opinion contre la barbarie yankee. Presque tous les intellectuels connus s'engagent dans ce mouvement. Ils manifestent, le 21 juin 53, devant l'ambassade américaine.

4 - L'ECHEC DU P.C.F., LE SUCCES DES GAULLISTES (1955-1965)

A partir de 1955, c'est presque l'agonie, le sentiment anti-yankee existe toujours, mais le mouvement anti-yankee n'est plus une force populaire, une

force de la révolution. En 1958, c'est le coup d'Etat gaulliste qui va profiter de l'antiaméricanisme. C'est de Gaulle qui va quitter l'O.T.A.N. C'est lui qui va parler tous les jours « d'indépendance nationale » face aux Américains.

Que s'est-il passé ? Il faut se souvenir qu'en 1945, les gens du P.C.F. ont choisi. Leur politique n'est pas de renforcer le camp de la révolution prolétarienne en France, de miser à fond sur son autonomie de combat. Leur politique, c'est d'abord le front uni patriotique avec les gaullistes. Thorez est ministre de de Gaulle. Dans ce front uni, ce ne sont pas les communistes qui dirigent. Thorez fait désarmer les milices patriotiques, noyaux populaires armés. L'épuration des collaborateurs est très limitée. Thorez invite les ouvriers à « reconstruire l'économie nationale ».

Quelle économie ? L'économie bourgeoise, le capitalisme français. Dès ce moment, l'articulation entre anti-yankee et révolution prolétarienne commence à se défaire.

Quand la guerre froide commence entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, le P.C.F. est éliminé du gouvernement. Le prolétariat se dresse dans de formidables combats classe contre classe (grèves violentes de 1947 et 1948) (1).

C'est alors que le P.C.F. jette toutes ses forces, non pas dans une offensive révolutionnaire prolétarienne — dont l'anti-impérialisme serait un élément — mais dans un mouvement anti-américain.

Pour le P.C.F., il n'y a qu'une contradiction fondamentale, dans les années 1950 : la contradiction entre le camp socialiste (l'U.R.S.S.) et le camp impérialiste (les U.S.A. et leurs valets). Les contradictions propres à la révolution en France sont subordonnées à cette contradiction fondamentale.

Du coup, le mouvement anti-yankee se trouve coupé de ses sources prolétariennes internes. Il devient un mouvement purement idéologique, de défense de l'U.R.S.S. et d'hostilité à l'impérialisme américain.

Le P.C.F. défend la paix et il a raison. La paix est une grande idée populaire. Mais à la guerre impérialiste, on ne peut opposer la seule idée de paix, la seule défense du camp socialiste. A la guerre impérialiste, il faut opposer la révolution prolétarienne.

Le P.C.F. lutte contre l'impérialisme américain, au nom de l'U.R.S.S. et au nom de la paix. Mais le lien à la révolution, le lien au prolétariat, se défait. Le mouvement populaire anti-yankee, enthousiaste et violent au début, ne prend pas position sur la question du pouvoir et de l'Etat. Il est coupé du programme révolutionnaire du prolétariat.

Finalement, le P.C.F. ne fait qu'utiliser à son tour le juste sentiment populaire anti-yankee, de façon purement défensive, idéologique. Le P.C.F. accepte le terrain proposé et dirigé par les gaullistes : indépendance nationale contre tutelle américaine. Peu importe la nature de classe de l'Etat français, pourvu qu'il s'oppose aux yankees.

Sur ce terrain, le P.C.F. (2) doit en fin de compte défendre l'impérialisme français lui-même. Si on ne lie pas la question nationale à celle de la révolution, on se met forcément à la remorque des bourgeois nationalistes. Car ces bourgeois ont pour eux la force de l'Etat, le projet et la possibilité de contrôler l'Etat nationaliste et impérialiste.

Ce n'est pas un hasard si ensuite, le P.C.F. va s'enfoncer dans le borborygme chauvin, jusqu'à défendre, en 1954-56, la guerre coloniale en Algérie. Jusqu'à s'opposer aujourd'hui à l'indépendance des colonies (Martinique, etc.), sous le prétexte que si les Français s'en vont, les Américains vont prendre leur place.

C'est cette politique qui brise la force révolutionnaire du mouvement anti-yankee. Entre deux variantes de « l'indépendance nationale » anti-américaine à la sauce bourgeoise, de larges fractions du peuple, démoralisées, épuisées par des campagnes de masse sans issue, sans perspective révolutionnaire, purement idéologiques et défensives, vont choisir la plus étatique, la plus solide : le gaullisme.

5 - LA RENAISSANCE DE L'ANTI-IMPÉRIALISME REVOLUTIONNAIRE (DEPUIS 1965)

C'est sur un terrain complètement neuf que le sentiment populaire anti-yankee pourra reconstituer sa vigueur prolétarienne. Ce terrain existe depuis 10 ans.

Dans les années 1960, sous la direction des marxistes-léninistes, le mouvement anti-yankee s'est déployé avec vigueur, surtout dans la jeunesse, à propos de la lutte des peuples d'Indochine. C'est l'époque de l'essor des « comités Vietnam de base », véritable force révolutionnaire anti-impé-

rialiste. Pourquoi cette force ? Parce que le mouvement retrouvait ses racines internes, ses liens aux questions de la révolution : lutte acharnée contre les capitulaires dégénérés du P.C.F. ; liaison aux masses populaires dans les quartiers, violence révolutionnaire ; projet d'un Parti communiste de type nouveau ; travail marxiste-léniniste dans les usines, etc.

C'est dans cette voie que nous devons poursuivre aujourd'hui. L'impérialisme américain flageole sous les coups des peuples. Il faut aider à achever la bête. Mais ceci n'est possible qu'en inscrivant fermement l'anti-yankee dans le projet de la révolution en France : c'est la leçon fondamentale que nous donne l'histoire de 30 ans de mouvement populaire anti-yankee.

Or, le projet de la révolution prolétarienne :

— attaque de plein fouet l'Etat impérialiste français ;

— est antagoniste aux menées du P.C.F. et, à l'échelle mondiale, aux visées agressives du social-impérialisme russe.

La forte tradition populaire anti-yankee peut être un appui historique important dans le camp de la révolution, mais dans le cadre d'un programme révolutionnaire d'ensemble, qui lie de façon offensive :

— la lutte révolutionnaire contre l'Etat impérialiste français ;

— la lutte contre le social-impérialisme russe ;

— la lutte contre l'impérialisme américain.

Seule la liaison de ces trois points donne son tranchant prolétarien à la lutte anti-yankee. Quiconque prostitue cette lutte dans une alliance stratégique, soit avec les gaullistes, soit avec les révisionnistes, ne fait que bégayer les erreurs et les impasses des années 1950.

C'est dire qu'il n'y a de luttes conséquentes contre l'impérialisme américain que sous la direction des marxistes-léninistes, dans la lutte à couteaux tirés contre les gens du P.C.F., et à la lumière du projet de la révolution prolétarienne dans son étape actuelle, celle de l'édification par l'avant-garde ouvrière de son Parti communiste de type nouveau.

(1) Sur 47, voir le Marxiste-Léniniste, n° 3/4, disponible.

(2) L'Humanité Rouge fait aujourd'hui exactement la même chose que le PCF des années 50, dans la façon dont elle fait campagne contre le social-impérialisme russe. Comme le PCF, elle devient l'allié objectif de l'impérialisme français, et de l'impérialisme américain par dessus le marché.

LA FRANCE, ETAT COLONIALISTE ET IMPÉRIALISTE

L'impérialisme français a été terriblement affaibli par les grandes luttes de libération nationale des peuples vietnamien et algérien. C'est sur cette base qu'on a vu un nouvel essor des luttes de classe en France même, à partir des années soixante. La trahison du P.C.F., complice de la guerre coloniale en Algérie, a servi de leçon : l'avant-garde ouvrière et populaire a commencé à se révolter contre la tutelle chauvine et réactionnaire des faux communistes et de leurs satellites syndicalistes.

Mais si l'impérialisme français a été sérieusement ébranlé, si, en trente ans, il a perdu la plupart de ses colonies : il n'en reste pas moins un impérialisme important, actif dans de nombreuses régions du monde.

La crise actuelle, due pour une bonne part aux luttes anti-impérialistes des peuples du monde, est pour nous un grand encouragement pour combattre sans merci l'impérialisme français.

1 - LA CLIQUE GISCARD ET L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Dans la conjoncture de crise mondiale du capitalisme, les aspirations gaulliennes à l'autonomie par rapport aux deux superpuissances U.S. - U.R.S.S., s'effondrent. La nouvelle équipe au pouvoir, représentante du libéralisme en économie, et de l'atlantisme en politique extérieure, semble chercher à « désenclaver » l'empire

français, afin de participer au partage mondial du gâteau au même niveau que les autres puissances impérialistes moyennes (Angleterre, Allemagne, Italie, etc...), les investissements étrangers (en particulier U.S.) commencent à être encouragés dans les néo-colonies comme dans les colonies françaises (bois en Guayane, concession de prospection minière au Tchad, Niger, etc...) ; tandis que les investissements impérialistes français se diversifient pour atteindre des zones non-hégémoniques (en Irak, Iran, etc...)

Pour combattre les luttes de libération nationale dans les pays dominés et la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes, les capitalistes s'agitent en tous sens pour réajuster leur domination : les résidus du colonialisme portugais sont liquidés, l'Etat impérialiste français est contraint de prendre acte des aspirations à l'indépendance des pays colonisés (Comores, Djibouti, Polynésie, etc...) et complice en toute hâte une indépendance formelle avec ses complices locaux.

L'impérialisme français, c'est :
— UNE DES DERNIERES PUISSANCES COLONIALES,
— LE TROISIEME VENDEUR D'ARMES DU MONDE,
— UNE PUISSANCE, HEGEMONIQUE DANS LES NEO-COLONIES D'AFRIQUE DE L'OUEST, ET IMPORTANTE DANS LE MAGHREB.

2 - UNE DES DERNIERES PUISSANCES COLONIALES

Rappelons la définition théorique du colonialisme donnée par Colbert dans le PACTE COLONIAL (Colbert : bourgeois et ministre de Louis XIV au XVII^e siècle) :

« Les colonies doivent exporter leurs produits vers la métropole, sans possibilités pour elles de créer à demeure les industries de transformation. Par ailleurs elles doivent obligatoirement consommer les produits fabriqués en métropole, ainsi que les denrées de première nécessité. Enfin, le transport dans les deux sens doit se faire sur les navires de la marine marchande. La colonie ne doit rien fabriquer elle-même, pas même un clou ou un fer à cheval. »

3 - LE PACTE COLONIAL TOUJOURS EN VIGUEUR

Aujourd'hui, la situation économique reste pratiquement du même type que celle décrite par Colbert dans les « départements d'outre-mer » et les « territoires d'outre-mer », noms donnés par l'Etat impérialiste français aux colonies D.O.M.S. : Martinique (plus de 300 000 habitants), Guadeloupe (plus de 300 000 habitants), Réunion (estimé à 500 000), Guyane

(70 000) T.O.M.S. : Polynésie (120 000) Comores (320 000) T.F.A.I.-Djibouti (120 000) Nouvelle-Calédonie (80 000) Wallis-et-Futuna (20 000) St-Pierre-et-Miquelon (6 000), Nouvelles-Hébrides, en condominium avec la Grande-Bretagne (70 000) :

a) Les produits exportés par les T.O.M.-D.O.M. sont des matières premières :

— Cultures commerciales : bananes et canne à sucre aux Antilles, plantes à parfum aux Comores, Coprah en Polynésie (huile et margarine), etc...

— Produits miniers : Nickel en Nouvelle-Calédonie, Manganèse aux Nouvelles-Hébrides, etc...

b) Le commerce se fait presque exclusivement avec la France : 2/3 des échanges pour les D.O.M., 3/4 pour les T.O.M. alors que les distances entre ces pays et la France sont le plus souvent énormes.

c) Les transports sont assurés pratiquement par Air France - UTA, la Compagnie Générale Transatlantique et la Compagnie des Messageries Maritimes.

Le sous-développement est entretenu par la bourgeoisie impérialiste française qui entend profiter au maximum des colonies en achetant à bas prix les matières premières et en vendant au prix fort les produits manufacturés. Le déficit chronique de la balance commerciale de ces pays est comblé par des fonds



Le peuple guadeloupéen crie sa haine des troupes colonialistes françaises.

publics, destinés d'une part à bien faire fonctionner la machine aux profits des patrons français, et à développer une « mentalité d'assisté » d'autre part, base de « l'assimilation », c'est-à-dire de l'achat d'une petite bourgeoisie bureaucratique tributaire et agent du système colonial.

Le statut des D.O.M. est officiellement calqué sur celui des départements. En fait les préfets métropolitains ont des pouvoirs exorbitants : fixation des prix, des salaires, blocage de l'industrialisation, ordre public, etc...

Celui des T.O.M. a été fixé par la Loi-cadre Defferre (notable P.S., alors ministre). Ils sont administrés par un Haut-Commissaire ou un Gouverneur assisté par un conseil de gouvernement ou une assemblée de territoire généralement issue du colonat ou de la féodalité locale. Le Haut-Commissaire a comme pouvoirs : la défense, la sécurité, les affaires extérieures, la protection des « droits de libertés », la monnaie, les échanges, le commerce extérieur, l'information, la gendarmerie, l'enseignement.

Il n'y a pas de S.M.I.G. et d'allocation chômage et presque pas d'allocations familiales.

Ces structures coloniales amènent le chômage massif (officiellement 30%, en fait beaucoup plus) la ruine de l'artisanat et la petite production vivrière agricole, la baisse du niveau de vie, l'émigration forcée.

Huit mille jeunes entrent en France par l'intermédiaire du Bureau de la traite des nouveaux esclaves, le BUMIDOM. Les jeunes des D.O.M. « bénéficient » du Service militaire adapté qui les oriente dans les régiments impérialistes stationnés en Afrique (plusieurs déserteurs antillais ont témoigné sur la guerre coloniale menée au Tchad par l'armée impérialiste) ou vers des formations professionnelles destinées à livrer à bon marché une main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs qui en ont besoin.

Plus de 100 000 Comoriens, 10 000 Wallisiens, etc... travaillent dans des pays riverains.

4 - LA OU IL Y A OPPRESSION, IL Y A REVOLTE

Exemples : En Martinique, Guadeloupe, depuis 1920, de nombreuses luttes des coupeurs de canne à sucre, des ouvriers du bâtiment et des petits producteurs agricoles ébranlent le système colonial. Récemment en 1970 et 1974 en Guadeloupe et en Martinique, ont eu lieu de longues grèves des ouvriers agricoles de la banane

et de la canne à sucre. Les ouvriers ont su s'organiser en un Comité de grève contre les colons et contre les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., F.D.S.E.A qui tentaient de saboter leur mouvement ouvrier et patriotique. Ils ont ainsi montré une fois de plus la voie aux ouvriers de France : leur mouvement a été pour l'essentiel un succès.

Dans les T.O.M., à Djibouti, aux Comores, etc... d'importants mouvements de masse anti-colonialistes ont ébranlé le système colonial en dépit de l'atrocité répression (500 morts et des milliers d'expulsions à Djibouti en mars 1967). Un référendum aux Comores (majorité pour l'indépendance), où la bourgeoisie impérialiste française essaye de sauver les meubles sous la forme d'une indépendance néo-coloniale en coopération avec les féodaux et bureaucratiques locaux, et un statut « d'autonomie interne » bide à Djibouti, sont des signes du désarroi des impérialistes, sinon encore des victoires des peuples.

Dans cette situation de luttes, les organisations anti-coloniales et révolutionnaires s'implantent de plus en plus dans les masses fondamentales. Elles luttent contre le colonialisme sous toutes ses formes, y compris celui de « gauche ». On a pu voir au mois d'octobre 1974, Mitterrand dont le sombre passé colonialiste est bien connu, parader dans les îles des Antilles, protégé par l'appareil administratif colonialiste (préfecture, gendarmerie, O.R.T.F., etc...). C'est Mitterrand et ses représentants en Martinique, P.S., P.P.M. et P.C.M., sont favorables à « l'autonomie », c'est-à-dire à l'assimilationnisme. Ils sont la veste de rechange du gouvernement colonialiste français. Tout comme au passage de Giscard, les patriotes et les révolutionnaires ont accueilli ce chantre du colonialisme aux cris de VIVE L'INDEPENDANCE NATIONALE DE LA MARTINIQUE ET DE TOUTES LES COLONIES !

5 - LE TROISIEME VENDEUR D'ARMES AU MONDE

Là où il le peut, l'impérialisme français dispute aux super-grands le marché des armes en direction des réactionnaires de tout poil, qui en ont besoin pour maintenir par la force leurs régimes impopulaires. Il s'illustre particulièrement en ce domaine en vendant des armes aux régimes les plus répugnants, comme le régime de l'Apartheid d'Afrique du Sud.

L'O.N.U. et d'autres organisations internationales ont décidé de boycotter les produits d'Afrique du Sud et

de pratiquer un blocus économique pour faire échec à la politique raciale de son gouvernement. Seuls les impérialistes G.B., U.S. et français continuent leur commerce avec les bourgeois racistes d'Afrique du Sud. Mais la France vient en tête avec les livraisons d'armes, tandis que les britanniques, sous la pression de l'opinion anti-raciste ont diminué leurs livraisons. Des firmes françaises d'armement sont installées en Afrique du Sud : Dassault (chaîne de Mirage), Panhard (véhicules blindés), Thomson-CSF (transmissions). On parle même d'une collaboration franco-sud-africaine pour la fabrication d'une centrale atomique en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud est le gendarme occidental impérialiste blanc de l'Afrique et de l'océan Indien. L'axe Israël-Djibouti (présence militaire française renforcée depuis l'abandon de la base de Diego-Suarez de Madagascar) Afrique du Sud garantit, aux yeux des impérialistes, l'Afrique des guerres de libération nationale. On a vu, avec la victoire du FRELIMO, du MPLA et de PAIGC, combien la force militaire technologique bourgeoise est une fois de plus incapable de résister à la guerre populaire. Le déroulement des guerres armées en Rhodésie et dans certaines régions de l'Afrique du Sud continue de le démontrer.

A BAS LE REGIME DE L'APARTHEID ! A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS COMPLICE ! PAS UNE ARME POUR LE REGIME RACISTE D'AFRIQUE DU SUD !

6 - HEGEMONIQUE DANS LES NEO-COLONIES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET IMPORTANT DANS LE MAGHREB

Au delà du colonialisme direct, la bourgeoisie impérialiste française connaît un autre moyen de domination impérialiste : c'est lui qui consiste à laisser claquer un drapeau national, et à diriger au travers les couches locales qu'elle a développé au sein du colonialisme : petite bourgeoisie bureaucratique formée dans l'appareil d'Etat (instituteurs, employés, flics, infirmiers, sous-officiers, etc...). Ceux-ci continuent à jouer leur rôle d'intermédiaires entre la bourgeoisie impérialiste extérieure et les masses populaires, mais jouissent d'un pouvoir plus grand : celui d'opprimer et d'exploiter directement les masses au profit des sociétés impérialistes. Les Senghor, Houphouët-Boigny, Ahidjo, et tous les colonels et généraux issus des écoles d'officiers et de sous-officiers françaises, du soi-disant « marxiste-léniniste » (tendance ELF-BSN Boussac) N'Gouabi, aux ministres Bokassa et Bongo, sont les intermédiaires des grands trusts français, qui exploitent et pillent les richesses en matières premières et en hommes (à travers l'émigration forcée). Ils ne sont que les hauts commissaires de l'impérialisme français.

D'ailleurs ils n'existent que par lui : par les subsides et royalties diverses miettes qui leur sont distribuées en paiement de leur rôle de traîtres à leur pays et ses peuples. Ils n'existent que par les troupes françaises stationnées sur leurs territoires ainsi que par les instructeurs et fonctionnaires français qui entraînent leurs armées et dirigent leur appareil d'Etat. Sans compter les troupes et la police stationnées à Djibouti et à la Réunion (plusieurs dizaines de milliers d'hommes) il y a près de 10 000 hommes de troupes françaises en Afrique (au Tchad, Côte d'Ivoire, Sénégal, Gabon, Cameroun).

Ces dispositions néo-coloniales font que ces pays ne développent pas leur économie, et sont très loin d'être autonomes. La destruction impérialiste mène les peuples de la région sahélienne à la famine et, tous les peuples opprimés au chômage, aux épidémies et à l'immigration.

Contre l'impérialisme, les luttes se développent en Afrique. Depuis plus de huit ans une guerre de libération

nationale exemplaire oppose le peuple tchadien à l'impérialisme français et à son fantoche tchadien Tombalbaye. Des milliers de morts, des régions entières dévastées par les bombes, des puits empoisonnés, mais aussi une récolte de coton qui baisse (directive politique du FROLINAT : cultiver pour manger et pas pour les impérialistes) des zones entières contrôlées par les forces populaires, des garnisons encerclées terrées dans leurs casernes. Dans cette affaire, les sociaux-impérialistes russes ont soutenu et soutiennent le fantoche Tombalbaye avant son élimination par une clique militaire. Les gens du PCF, pour s'imposer au Frolinat ont soutenu le « Mouvement Démocratique de Renovation Tchadienne », groupuscule formé pour servir de rechange impérialiste à Tombalbaye flageolant. Mais finalement, cette veste de rechange a été jetée au rebut, et son dirigeant, Outel Boro, a été assassiné à Paris, pour faire bonne mesure. Les révisionnistes sont devenus muets. Pour nous, nous disons :

A BAS L'ETAT IMPERIALISTE FRANÇAIS ET SES SUPPORTS LOCAUX,

A BAS LES REVISIONNISTES DU PCF COMPLICES DE L'IMPERIALISME,

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE,

VIVE LA JUSTE LUTTE ARMEE DU PEUPLE TCHADIEN !

Sommaire n° 5 décembre 74

- La classe ouvrière et la question du parti
- La crise
- L'impérialisme, c'est la guerre; les peuples, c'est la révolution
- Marxisme-léninisme : carte de visite ou guide pour l'action

Sommaire n° 6 - février 75

- La mort de l'Union de la gauche
- Les alliances de classe
- Travail révolutionnaire dans la paysannerie
- Le mouvement des femmes

LE MARXISTE-LÉNINISTE

Adresse : le « M.-L. »
B.P. 278, 75 827 Paris
CEDEX 17.

Directeur de publication
P. GONIN

Dépôt légal 3/74

Imp. N.P.P.-Projet, 75 020 Paris

Abonnez-vous :

1 an 20 F
Tarif de soutien ... 50 F
et 100 F

LE MARXISTE-LÉNINISTE

Pour toute correspondance et pour les abonnements :

C.C.P. M. GONIN, 34 581 61
La Source

B.P. 278 75 827 Paris
CEDEX 17